

L'Afrique de l'Est cherche à freiner la hausse du commerce illicite

@rib News, 15/09/2016 â€“ Source Xinhua La communauté des affaires d'Afrique orientale a dûbutÃ© une rÃ©union de deux jours dans la capitale kenyane Nairobi jeudi pour chercher des moyens de lutte contre le commerce illicite - une cause importante de perte de revenus fiscaux dans la rÃ©gion. La rÃ©union a Ã©tÃ© organisÃ©e par East African Business Council (EABC), une association du secteur privÃ© comprenant des investisseurs impliquÃ©s dans l'exportation et l'importation dans cinq Etats membres de la CommunautÃ© est-africaine : Ouganda, Kenya, Tanzanie, Rwanda et Burundi - en collaboration avec l'Association des fabricants du Kenya (KAM).

Prenant la parole lors de la confÃ©rence, le secrÃ©taire principal du Kenya pour l'industrie, le commerce et les coopÃ©ratives, Chris Kiptoo, a dit que les efforts pour lutter contre le commerce illicite ont Ã©tÃ© menÃ©s par le secteur privÃ© et le gouvernement. L'objectif principal de la confÃ©rence Ã©tait de rechercher des solutions pratiques Ã la question sans cesse croissante des contrefaÃ§ons, au piratage et aux autres formes de violation de propriÃ©tÃ© intellectuelle, Ã la contrebande, aux marchandises de qualitÃ© infÃ©rieure, Ã la fraude, au dumping et au commerce des biens et des produits interdits. Lillian Awinja, chef de la direction d'EABC, a dÃ©clarÃ© que malgrÃ© les progrÃ©s rÃ©alisÃ©s dans plusieurs domaines beaucoup plus encore doit Ãatre fait pour gagner la lutte contre le commerce illicite. Les experts discuteront de l'Ã©tat actuel des cadres rÃ©glementaires nationaux et rÃ©gionaux existants pour lutter contre diffÃ©rentes formes de commerce illicites, ainsi que des stratÃ©gies et mesures de les renforcer. Les discussions ont Ã©galement portÃ© sur les moyens par lesquels la rÃ©gion peut parvenir Ã une application effective de ces mesures, y compris la nÃ©cessitÃ© de mettre en place la coopÃ©ration interinstitutions au niveau national et rÃ©gional, l'Ã©change d'information et l'Ã©ducation des consommateurs. L'Organisation pour la coopÃ©ration et de dÃ©veloppement Ã©conomiques (OCDE) estime que les gouvernements de la CAE perdent plus de 500 millions de dollars en recettes fiscales chaque annÃ©e en raison de l'afflux de produits contrefaits ou piratÃ©s.